



Assemblée générale

Distr.
GENERALE

A/44/71
9 janvier 1989
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

Quarante-quatrième session

RAPPORT DU CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL

Lettre datée du 9 janvier 1989, adressée au Secrétaire général par
le Représentant permanent de la Hongrie auprès de l'Organisation
des Nations Unies

D'ordre de mon gouvernement, j'ai l'honneur de vous demander de bien vouloir faire publier le texte de la présente lettre et de la résolution de l'Assemblée nationale de la République populaire hongroise jointe en annexe comme document officiel de l'Assemblée générale, au titre du point intitulé "Rapport du Conseil économique et social".

L'Ambassadeur,

(Signé) Ferenc ESZTERGALYOS

ANNEXE

Résolution de l'Assemblée nationale de la République populaire
hongroise adoptée à Budapest le 2 janvier 1989

L'Assemblée nationale de la République populaire hongroise se félicite du message diffusé par le pape Jean Paul II, le 1er janvier 1989, à l'occasion de la Journée internationale de la paix, message qu'elle considère comme une contribution importante au renforcement de la coexistence pacifique entre tous les Etats et les peuples. Elle convient que le respect des droits des minorités ethniques, nationales et religieuses est une condition sine qua non du maintien de la paix et que les droits individuels et collectifs des minorités constituent une partie extrêmement importante des droits de l'homme en général. Compte tenu des incidences internationales de cette question, aucun Etat ne peut la considérer comme relevant exclusivement de sa juridiction.

A cette occasion, l'Assemblée nationale de la République populaire hongroise tient à réaffirmer la dignité inaliénable de chaque être humain, sans distinction de race, de culture, de nationalité ou de religion. Elle estime qu'il est important de ne pas perdre de vue l'unité fondamentale de la race humaine qui entraîne une obligation de solidarité mutuelle. Elle souligne que les Etats ont la responsabilité et le devoir de garantir aux minorités des conditions qui leur permettent de vivre à l'abri de la discrimination. Elle entend poursuivre ses activités législatives dans cet esprit.

L'Assemblée nationale de la République populaire hongroise attache la plus haute importance aux droits des minorités en tant que communautés, notamment le droit de vivre en groupe, le droit de participer à la vie publique, de pratiquer et de développer les cultures minoritaires, d'entretenir des contacts avec des groupes ayant les mêmes racines culturelles et historiques mais vivant sur les territoires d'autres Etats et de jouir de la liberté religieuse, qui doit être reconnu aux minorités comme au reste de la population. Elle condamne toute restriction occulte ou déclarée de ces droits et soutient leur promotion constante aussi bien dans le pays qu'à l'étranger. Forte de cet esprit, l'Assemblée nationale oeuvre pour adopter aussi vite que possible une loi qui assure une protection effective aux minorités, garantisse le droit des nationalités vivant en Hongrie et permette de contrôler le respect de ces droits. Dans le même temps, elle attache une grande importance aux obligations qui incombent aux minorités telles qu'elles sont énoncées dans le message du pape : en effet, il incombe aux membres des minorités de faire preuve de loyauté en tant que citoyens, de respecter la liberté et la dignité de tous les êtres humains et de ne pas recourir à la force dans la lutte pour leurs droits.

L'Assemblée nationale juge souhaitable que la République populaire hongroise continue de prendre des initiatives dans le cadre des efforts menés en vue de la codification des droits des minorités ethniques, nationales et religieuses dans des instruments internationaux et de l'élaboration d'une série appropriée de garanties en la matière. Elle invite le Gouvernement à garder à l'étude la situation des minorités nationales hongroises vivant à l'étranger, pour marquer ainsi la responsabilité de la mère patrie à leur égard, et à présenter - dans le cadre de

ses relations bilatérales ainsi qu'à l'Organisation des Nations Unies et dans d'autres organisations et instances internationales - des propositions en vue de l'adoption, dans un esprit constructif, de mesures efficaces qui permettent de promouvoir la compréhension mutuelle entre les peuples, d'améliorer leur coopération et de renforcer le rôle des nationalités en tant que trait d'union entre les peuples et les nations.

L'Assemblée nationale de la République populaire hongroise est convaincue que la Déclaration du pape Jean Paul II sera unanimement appuyée par les églises, les organisations politiques et sociales et de toutes les forces progressistes et patriotiques de Hongrie. Elle est persuadée que les parlements et les gouvernements de tous les Etats doivent et peuvent instaurer une vaste coopération en vue de la réalisation des objectifs énoncés dans le message du pape.
